

notre situation, mais les régisseurs ont pensé qu'il ne fallait pas laisser les gens ordinaires diriger leur propre commerce, et en conséquence ils ont décidé, comme nous nous le rappelons tous, de rétablir la valeur de notre dollar au pair.

Je veux être juste. On estimait sans doute, non sans raison, que les prix aux Etats-Unis monteraient pour redescendre ensuite, et que nous profiterions de la baisse au lieu d'acheter à la hausse. Malheureusement, comme le gouverneur de la Banque du Canada l'a fait remarquer, ces prédictions étaient toutes fausses. Les prix aux Etats-Unis n'ont pas fléchi et les prévisions ne se sont pas réalisées. Abstraction faite de cela, ils avaient raison, comme l'a si bien dit l'honorable représentant de Stanstead (M. Hackett).

Or, je le répète, nous nous tirions très bien d'affaire en 1946 sans le savoir. Le résultat, encore présent dans la mémoire de tous, c'est que, tout d'abord, il y a eu une ruée sur le change américain et que, en quinze mois, nous avons perdu 1,100 millions de dollars. On n'a pris aucune disposition jusqu'en novembre de l'an dernier. C'est tellement récent, qu'il est passablement inutile d'en parler. Je tiens cependant à mentionner le second résultat, car il empire de jour en jour: il s'agit de la mesure prise en vue de supprimer les placements des capitalistes américains. On a pour ainsi dire tari une source. Les placements des Etats-Unis au Canada, des placements effectués librement, constituent depuis le début un élément normal et, à mon sens, un élément inévitable et précieux de l'organisation économique de notre pays.

Nous sommes en quelque sorte dans la situation où se trouvaient les Etats-Unis au cours de la dernière moitié du XIX^e siècle, alors que le Royaume-Uni ne cessait d'y effectuer d'importants placements. On a supprimé ces opérations; l'autre jour, un spécialiste canadien de premier ordre en matière de finance s'exprimait dans les termes suivants:

Il ne sert à rien que des capitaux américains entrent au Canada au taux officiel, alors que les dollars ou les titres canadiens sur le marché libre peuvent s'acheter à un escompte important à New-York.

L'escompte s'établit maintenant à environ 7½ p. 100. Il a ajouté,—et ces observations sont importantes, car les différentes classes de la société l'ont constaté l'été dernier: "Il en va de même pour l'industrie du tourisme." En d'autres termes ils achètent eux aussi des dollars à escompte.

Voilà bien l'ironie du sort. Dans la première moitié de l'année 1946, notre économie commençait à se redresser. Nos voisins du sud

effectuaient chez nous des placements au rythme de 25 millions de dollars par mois, ce qui nous était d'un précieux secours. Nous avons fermé la porte aux placements. Nous l'avons ensuite fermée aux marchandises, au moyen de restrictions qui nous cherchions d'autant plus préjudiciables qu'elles étaient imposées au moment même où nous espérions que les Etats-Unis favoriseraient les échanges multilatéraux. D'une main, nous cherchions à ouvrir la porte au commerce international, mais, de l'autre, nous la fermions fermement.

On dit couramment,—et c'est sans doute exact,—que nos représentants, peut-être ceux-là mêmes qui sont allés à Genève, ont dû se rendre aux Etats-Unis pour y interviewer ceux avec qui ils avaient négocié pendant des mois, à Genève, en vue de supprimer les entraves au commerce; ils ont dit à ces gens-là que le premier geste que nous pouvions faire était de leur fermer la porte au nez. J'espère qu'ils ne leur ont pas dit qu'il nous fallait la verrouiller.

Que signifie tout ceci? Je crois qu'il en résulte une situation hérissée de difficultés, voire de périls; le mot n'est pas trop fort. Au moment même où même un enfant ne saurait manquer de se rendre compte que, nos marchés traditionnels étant compromis, surtout en Europe, nous devrions chercher à tout prix à étendre nos marchés aux Etats-Unis, voilà ce que nous faisons. La *Free Press* de Winnipeg a, à cet égard, des observations fort justes à formuler. J'aimerais en lire un extrait:

Quoique M. Howe, en inaugurant son programme, ait affirmé que la crise qui l'avait provoqué allait prendre fin au bout de quelques mois, ni la crise elle-même, ni la restriction des importations et des exportations n'ont diminué. Nos réserves de dollars américains ont atteint un niveau à peine plus élevé que le niveau, dangereusement bas, de l'automne dernier. Ce qui plus est, nous puisons dans notre emprunt américain, vivant en partie d'une dette qui devra être acquittée en cinq ans, hypothéquant ainsi une bonne partie de la nouvelle réserve de dollars que nous sommes à nous constituer.

En ce qui concerne l'autre côté de la médaille, la *Free Press* ajoute:

Dans l'intervalle, il se passe autre chose ailleurs. Vu leur pénurie de dollars, les pays européens, notamment l'Angleterre, cherchent à importer le moins possible des pays appartenant au bloc du dollar, comme le Canada, et le plus possible des pays du bloc-sterling.

Demandez au ministre de l'Agriculture ce qui en est, à cet égard. Il le sait bien, ayant été obligé de les contraindre à accepter nos produits au début de cette année. Je poursuis la citation:

Dans un avenir assez rapproché, cette déviation du commerce devra avoir pour effet de